

NON AUX TRAITES LIBERAUX

#CETA NOUS DE DÉCIDER !

- ▶ A l'instar du TIPP (ou TAFTA) avec les États-Unis, le CETA est un traité de libre-échange négocié depuis plusieurs années et dans le plus grand secret entre l'Union Européenne et le Canada.
- ▶ Ce traité ultralibéral abaisserait toutes les normes sociales, sanitaires et environnementales, tout en créant un droit des affaires contre les droits humains. Tous les États, dont la France, s'apprêtaient à la signer, manquait juste la Wallonie Belge.
- ▶ A la suite de pressions inouïes qui se sont exercées sur lui, le gouvernement de la Wallonie (Belgique), qui avait rejeté le CETA dans un premier temps, a finalement accepté de retourner aux négociations afin de trouver un accord. La signature a été retardée mais la question de la démocratie est plus que jamais d'actualité !

Tout était prêt pour célébrer jeudi 27 octobre, à Bruxelles, et en présence de tous les chefs d'État de l'Union européenne, une nouvelle victoire de la mondialisation capitaliste contre les peuples et le droit. La signature du traité CETA (*Comprehensive Economic and Trade Agreement*) qui devait avoir lieu a dû être retardée. A l'issue de ses débats, le Parlement Wallon de Belgique a décidé de ne pas donner son accord pour la signature, refusant de « *se couper du débat démocratique et de l'opposition au traité qui s'est exprimée dans la population* ». Depuis, les pressions exercées ont reconduit le parlement belge à la table des négociations.

Le CETA, qu'est-ce que c'est ?

Alors que le projet de traité transatlantique (TIPP) commence à chanceler sous la pression populaire, l'Union européenne s'est engagée à ratifier ce qui en serait les prémices, le traité avec le Canada, dans les meilleurs délais. Ce projet d'accord bilatéral ne traite pas seulement des tarifs douaniers, mais oblige aussi les États à modifier leurs normes sanitaires, sociales, environnementales, fiscales...

C'est donc bien plus qu'un traité, mais un modèle de développement, un modèle de société qui se négocie dans le secret.

Une bataille démocratique

L'Union Européenne n'entend pas baisser les armes et la volonté de passer en force s'exprime clairement avec les menaces qui pleuvent sur la Wallonie, notamment celle de privation des fonds européens pour les zones les plus défavorisées.



L'enjeu est considérable, l'échec de l'accord Ceta contribuerait également à mettre un coup d'arrêt à l'accord avec les États-Unis, le TIPP ou TAFTA.

La situation oblige maintenant à ouvrir un vrai débat sur les contenus de ce texte dont la teneur est cachée au plus grand nombre alors qu'il aurait de redoutables conséquences sur la vie quotidienne de chacune et chacun. Le Ceta c'est la suppression de 93,8 % des droits de douane agricoles, et donc encourager la course à l'industrialisation agricole.

- **Le Ceta propose la libéralisation de tous les services publics qui ne sont pas financés publiquement à 100 %.**
- **Le Ceta, c'est le détricotage des normes alimentaires, comme par exemple l'autorisation des « lavages » de viande ou l'autorisation du soja transgénique.**
- **Le Ceta prévoit l'association des lobbies industriels canadiens à la formulation des nouvelles réglementations y compris dans le domaine des biotechnologies (OGM inclus).**
- **Le Ceta permet aux entreprises d'attaquer un Etat en raison de ses décisions légales ou réglementaires.**
- **Le Ceta, c'est un traité tellement opaque que personne n'a pu prendre connaissance des textes de négociation avant août 2014.**

POLICE : IL FAUT ÉCOUTER LES POLICIERS QUI EXPRIMENT COLÈRE ET ÉPUISEMENT EN MAINTENANT LA PRIORITÉ À LA MISSION RÉPUBLICAINE

Depuis plusieurs jours les policiers se rassemblent spontanément dans de nombreuses villes de France. Ils expriment une colère et un épuisement. Ils réagissent après l'agression violente et à la volonté meurtrière de Viry-Châtillon.

L'épuisement trouve ses sources dans le rythme terrible qui est imposé aux effectifs de Police depuis les attentats du 7 janvier à Charlie Hebdo et qui s'est vu renforcé depuis le 13 novembre et le 14 juillet. Congés reportés, mobilisation permanente, heures supplémentaires sont devenus le quotidien de la Police Nationale. Cette pression accrue est venue s'ajouter à des dysfonctionnements déjà existants, rendant la situation insupportable.

D'abord, il faut embaucher, renforcer le nombre et la présence quotidienne de la Police Nationale dans tous les territoires et en particulier auprès de ceux qui souffrent le plus de la crise et de la délinquance quotidienne. Les syndicats de policiers avancent des chiffres qu'il faut écouter et auxquels il faut répondre rapidement.

Ensuite, nous devons aussi nous interroger sur leurs missions, à commencer par la règle qui détermine leurs actions depuis le passage de Nicolas Sarkozy à l'intérieur : celle du chiffre.

La logique de rentabilité capitaliste qui s'applique depuis lors est en train de détruire, de dévoyer le rôle du service public de Police nationale. Elle vide de son sens le métier, brise les vocations et donne de l'importance à des actions qui sont rentables pour les statistiques mais peu pour la sécurité des citoyens de France.

C'est le cas des contrôles d'identité systématiques, des contrôles routiers inopinés ou encore des îlotages sans buts précis. Certes, ils permettent souvent de faire coup double pour les statistiques avec une infraction constatée et une verbalisation immédiate entrant dans la colonne faits résolus sans trop de temps, mais cela détourne de nombreux policiers de tâches plus importantes ou de la proximité avec les habitants.

Il faut casser cette dynamique. C'est elle qui organise la pression, justifie les méthodes de management les plus dures sur les agents. Chaque année des dizaines de policiers mettent fin à leur jour avec leur arme de service ou sur leur lieu de travail.

Nous avons besoin d'une autre police. Le PCF souhaite que cette crise soit l'occasion de prendre le virage de la proximité, du sens du métier, du retour au service public auquel les citoyennes et citoyens de ce pays ont droit. Pour le PCF, l'État doit réaffirmer son rôle régalien en la matière. La sûreté des citoyens passe par des moyens humains et financiers supplémentaires donnés à la Police, à la gendarmerie, ainsi qu'à la Justice. La baisse de 23 000 policiers, la suppression d'écoles de police sous la présidence Sarkozy a été une erreur gravissime, difficile à rattraper. Dans les quartiers, les villes et villages, nos co-citoyens attendent des policiers de proximité qu'ils soient à leur écoute, qu'ils puissent intervenir rapidement si besoin, et surtout mener leurs enquêtes à terme. Il est demandé beaucoup aux policiers et plus encore depuis que nous sommes sous le régime d'état d'urgence. Ils doivent être exemplaires en toute occasion et remplir leurs missions dans le respect des lois et principes de notre République.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

A retourner à : Fédération du PCF, 1 allée Marc Saint-Saëns BP 73657 – 31036 Toulouse Cedex 1
Tel : 05 61 31 61 31

Courriel : fede.pcf31@orange.fr